

Les sites archéologiques

Le Conservateur régional de l'archéologie demande :

A - que l'existence et l'inventaire du patrimoine archéologique de la commune (en particulier les zonages archéologiques) soient rappelés dans le rapport de présentation.

B - que soient insérés dans le règlement :

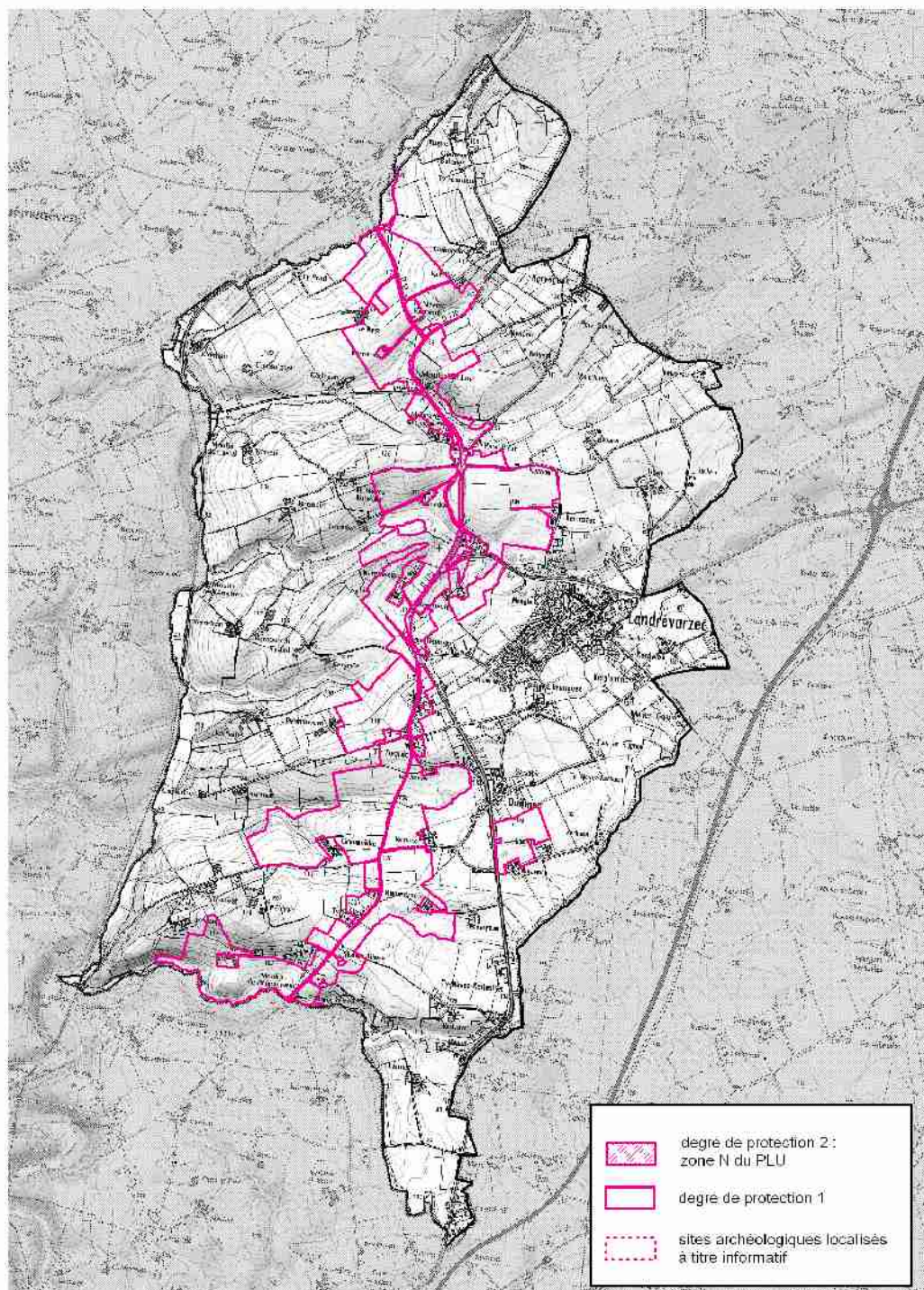
L'article 1 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive :

« les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude spécifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations ».

L'article R.111-4 du code de l'urbanisme précise que « le projet peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques ».

Dans les secteurs où des sites archéologiques sont repérés aux plans, toute demande d'autorisation de travaux affectant le sous sol devra être transmise à monsieur le Préfet de Région (Direction régionale des affaires culturelles/Service régional de l'archéologie) en application de l'article 5 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive. Par ailleurs, en dehors des zones ainsi délimitées, le Préfet de Région devra être saisi de tous les projets tels que définis par les articles 4 à 12 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Ces informations présentent l'état actuel des données issues de la carte archéologique nationale. Celle-ci est susceptible d'être mise à jour et d'apporter de nouvelles connaissances archéologiques sur le territoire de la commune conformément aux articles L.522-4 et L.522-5 du code du patrimoine.



La préservation et la mise en valeur des paysages et du patrimoine

Sites archéologiques

C – que la délimitation des zones archéologiques soit reportée sur le règlement graphique du PLU avec une trame permettant de les identifier.

N° D'EA	Identification de l'EA	Parcelles	Intérêt patrimonial
1	Erce-en-Lamee/L'Epinay/occupation néolithique	2012 : ZH 553	1
2	Rulazarou/exploitation agricole/ Age de fer	2012 : ZK/146 ; ZK 160	1
3	Ty Nevez Kernéon/occupation/Gallo romain	2012 : ZB 33 ; ZB 112	1
4	Voie Quimper/Landerneau/section unique du Moulin de Pennaryean à Ty Nevez/voie/Age de fer – Période récente	2012 : ZA 128 ; ZA132 ; ZA 145-146 ; ZA 155- 156; ZA 25 à 27 ; ZA 33 ; ZB 111 ; ZB 113 ; ZB 114 ; ZB 126-127 ; ZB 35 ; ZB 38-39 ; ZC 110-111 ; ZC116 ; ZC 124 à 129 ; ZC 52 ; ZC 54 ; ZC 56 ; ZC 57 ; ZC 58 ; ZC 64 ; ZC 96 ; ZD 23 ; ZE 122 ; ZE 159 ; ZE 27 ; ZE 32 ; ZE 58 ; ZH 180 ; ZH 181 ; ZH 219 à 225;ZH 233;ZH 260-261 ; ZH 266 à269.ZH 271 ; ZH 277 ZH 302 ;ZH 303 ; ZH 304;ZH 364 ; ZH 365;ZH 407 ; ZH 432 ; ZH 441 ; ZH 442 ; ZH 443 ; ZH 448 à 451 ; ZH 490 à 492 ; ZH 553 ; ZH 534, ZH 535 ; ZH 54 ; ZH 78 à 80 ; ZK 1 ; ZK 154 ; ZK 165 ; ZK 171 ; ZK 4 ; ZK 5 ; ZK 90 ; ZK 95 ; ZL 129 à 134 ; ZL 138 ; ZL 145, ZL 35 ; ZL 47 ; ZL 55 ; ZL 68 à 70 ; ZL 75, ZN 109 ; ZN 113 à 114 ; ZN 116 ; ZN 166 à 168 ; ZN 17, ZN 174 à 176 ; ZN 186 ; ZN 19 ; ZN 197 à 201, ZN 203 ; ZN 205 ; ZN 213 ; ZN 220 ; ZN 24 ; ZN 86 ; ZO 25 ; ZO 26, ZO 27 ; ZO 52 ; ZO 53 ; ZO 54 ; ZO 78 ; ZO 79 ; ZO 83, ZO 86 ; ZO 87; ZO 90 ; ZO 91, ZO 93. ZP 120; ZP 121 ; ZP58 ; ZP 59 ; ZP 60 ; ZP 63 ; ZP 64, ZP 65 ; ZP 89 ; ZP 90 ; ZP 93 ; ZR 102 ; ZR 114 ; ZR 115 ; ZR 47 ; ZR 57 ; ZR 61 ; ZR 63, ZR 71 ; ZS 117 à 119 ; ZS 12 ; ZS 120 ; ZS 122 ; ZS 14 ; ZS 148, ZS 151 ; ZS 155 à 159, ZS 169, ZS 19 ; ZS 22 ; ZS 40 ; ZS 48 ; ZS 50 ; ZS 56 ; ZS 75 à 79 ; ZS 90 ; ZS 92 ; ZS 94 ; ZS 96	ZP 1

L'ensemble des secteurs doivent être identifiés sur le document graphique par une trame. De plus les sites d'intérêt majeur (2) sont à classer en zone naturelle N.

Ces données pourront être mises à la disposition de la commune et de son bureau d'études sous format numérique SIG
La demande devra être effectuée auprès du service aménagement (pôle planification locale) de la DDTM